



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique de sécurité

Question au Gouvernement n° 1207

Texte de la question

POLITIQUE DE SÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Gilles Le Gendre, pour le groupe La République en marche.

M. Gilles Le Gendre. Monsieur le Premier ministre, permettez-moi de revenir sur la démission du ministre de l'intérieur (« Ah ! » *sur les bancs du groupe LR*), en m'adressant à vous au nom de nos concitoyens qui n'ont que faire des polémiques politiciennes, mais qui attendent de leur gouvernement et de leurs députés que leur sécurité soit assurée. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe MODEM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.)

Hier, vous affirmiez que rien ne vous distrairait de cette mission. La démonstration en a été apportée quelques heures plus tard avec l'arrestation du multirécidiviste Redoine Faïd. (*Mêmes mouvements.*) Plus généralement, la succession en cours au ministère de l'intérieur nous permet de dresser un premier bilan de la politique de sécurité de votre gouvernement, soutenue sans réserve par notre majorité.

M. François Pupponi. Benalla !

M. Gilles Le Gendre. Il faut toute la mauvaise foi inhérente aux combats politiques subalternes pour ne pas reconnaître à la fois l'ampleur de l'ambition et la réalité du travail réalisé (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR*), avec la loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, l'augmentation des moyens, tant humains qu'en équipement, et le déploiement de la police de sécurité du quotidien dans soixante quartiers de reconquête républicaine. (Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

Notre sécurité est un fondement du pacte démocratique.

M. Pierre Cordier. Ce n'est pas ce qu'a dit M. Collomb ce matin !

M. Gilles Le Gendre. Ceux qui nous critiquent aujourd'hui sont souvent les mêmes qui portent la responsabilité d'une situation que les Français nous ont chargés de réparer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Vives exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Nous ne sous-estimons ni la difficulté de la tâche ni la mobilisation exceptionnelle de l'ensemble des agents qui y concourent.

Monsieur le Premier ministre, nous entendons parfois dire que le Gouvernement ne ferait pas tout pour la sécurité des Français. Pouvez-vous garantir à la représentation nationale et à nos compatriotes que l'œuvre engagée sera poursuivie, et même amplifiée ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM ainsi que sur plusieurs bancs du groupe MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Raphaël Schellenberger. Toujours aussi sectaires !

M. Fabien Di Filippo. On ne répond plus qu'aux questions des amis !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le président Le Gendre, voilà une heure, j'étais à Nanterre, où j'ai eu l'occasion de rencontrer une quarantaine de femmes et d'hommes qui ont participé à l'opération qui s'est déroulée cette nuit et a permis l'arrestation de Redoine Faïd (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM ainsi que sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)...

M. Pierre Cordier. Quel beau hasard !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . . .une quarantaine de fonctionnaires de police qui, en trois mois, ont fait preuve d'une énergie, d'un professionnalisme et d'une ténacité admirables pour arrêter un évadé redoutablement dangereux en prenant des risques pour leurs personnes et en faisant en sorte que cette opération se déroule de la meilleure des façons. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.*)

Au-delà de ce succès, ce qui m'a frappé, chez ces femmes et ces hommes que j'ai rencontrés, c'est leur calme. Cet engagement permanent, cette conscience professionnelle, cet amour du service, cette remarquable compétence et ce calme conservé en toutes circonstances nous disent quelque chose et, d'une certaine façon, nous obligent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Oui, monsieur le président Le Gendre, la sécurité est une préoccupation essentielle des Français,...

Un député non inscrit. Collomb, évasion !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . . .de l'ensemble de la présentation parlementaire et, bien entendu, du Gouvernement. C'est la raison pour laquelle, depuis seize mois,...

M. Fabien Di Filippo. Vous l'avez affaiblie !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . . .nous avons mis en œuvre une politique de transformation juridique lorsqu'il nous paraissait qu'il fallait doter le pays d'instruments juridiques permettant de mieux résoudre certaines questions, de moyens budgétaires humains et matériels accrus – car nous partions de loin. Je sais que la simple répétition de cette vérité heurte les oreilles de certains qui ont parfois, comme le disait un responsable politique que je ne nommerai pas, des pudeurs de gazelle, mais la vérité, monsieur le président Le Gendre, c'est que, depuis très longtemps, nous n'avons pas fait l'effort nécessaire pour créer le nombre de postes suffisant.

M. David Habib. De qui vous moquez-vous ?

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Les cinq dernières années,...

M. David Habib. Ne dites pas ça !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Écoutez-moi, monsieur le député : je vais vous dire quelque chose qui va vous plaire.

M. David Habib. Non. Arrêtez !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Si, vous allez voir ! Dans les cinq dernières années, l'effort a été considérable.

M. David Habib. Ah ! Dites-le !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Je le sais et je le dis. Cependant, monsieur le député, cet effort considérable de cinq dernières années, et qui a d'ailleurs plutôt commencé dans les trois dernières, n'a pas permis de rattraper le retard accumulé auparavant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. - Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Éric Straumann. Où étiez-vous à ce moment-là ?

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Je n'étais pas là, monsieur le député. Mesdames et messieurs les parlementaires, l'effort consenti par la nation... (*Interruptions sur les bancs du groupe LR.*) Vous voyez que le simple rappel de faits... (*Interruptions persistantes sur les mêmes bancs.*)

Nous sommes en train de rattraper un retard bien trop ancien et bien trop important pour assurer la sécurité des Français. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Nous créons 10 000 postes, nous augmentons les budgets et les moyens matériels mis à la disposition des fonctionnaires de police, parce que c'est indispensable et que c'est un élément qui nous permettra de répondre aux défis.

Ça, monsieur le président Le Gendre, c'est l'honneur de ceux qui, redoutant et écartant du plat de la main les vaines polémiques, considèrent qu'il faut véritablement s'attaquer à la racine du mal.

M. Fabien Di Filippo. Un ministre de l'intérieur par intérim !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Un dernier mot. Vous avez demandé quel était le sens de l'action qui serait poursuivie en matière de sécurité : ce sera le même que depuis seize mois. Le Président de la République a fixé un cap. Ce cap est tenu et le sera fermement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Gilles Le Gendre](#)

Circonscription : Paris (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1207

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [4 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 octobre 2018](#)